FRCH. 6260
Case FRC 15808

CONVENTION NATIONALE.

RAPPORT PARTICULIER

DE CARRA,

Sur la mission des Commissaires de la Convention nationale, aux armées réunies du centre et des Ardennes.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CONVENTION.

CITOYENS-LÉGISLATEURS,

En abolissant la royauté, vous avez brisé le talisman fatal qui s'opposoit, depuis 1400 ans, aux destinées sublimes de cet empire; dès ce moment l'amour

THE NEWBERRY LIBRARY

de la patrie a pris tout son essor, et donné un grand caractere à ceux qui en étoient véritablement pénétrés ; dès ce moment les principes de la liberté et de l'égalité se sont développés dans toute l'étendue et l'évidence de leur sainte morale et de leur sage politique ; dès ce moment enfin les événemens les plus heureux se sont succédés avec une étonnante rapidité. La providence des choses, en dirigeant le fil de notre mémorable révolution, n'attendoit donc que l'instant où la France seroit une république pour la favoriser sous tous les rapports, et pour prouver au monde entier que la prospérité du genre humain, et la gloire des nations, ne sont point un effet du hasard, mais le produit des progrès de la raison universelle, de la sagesse des législateurs et de l'énergie des hommes qui, sentant la dignité de leur être, concourent, avec cette providence des choses, à renverser les tyrans et à élever sur les débris des trônes la statue sacrée de la liberté.

C'est par une suite des combinaisons hardies du génie de l'homme libre, réunies aux combinaisons naturelles de la providence des choses, qu'une armée de satellites étrangers, entrés en France au nombre de 107 mille hommes, le 22 août dernier, en a été honteusement chassée, juste 2 mois après, c'est-à-dire, le 22 octobre dernier, réduite tout au plus à 55 mille hommes. C'est le 20 septembre dernier, le jour même où cette auguste Convention s'est assemblée pour la première fois, que les hordes impies et dévastatrices des tyrans d'Autriche, de Prusse et de Hesse, réunies à quelques milliers de François émigrés plus impies encore, puisqu'ils portoient les armes contre leur patrie, ont été foudroyées, arrêtées et bientôt forcées de rétrograder. Ce jour mémorable n'est point assez connu ; il n'a point été assez célébré. L'habile Dumouriez, avec 17

mille hommes seulement, avoit résisté à leurs efforts vers la trouée de Grand-Pré, mais il n'avoit fait que retarder la course du torrent. C'étoit dans les campagnes stériles de la ci-devant Champagne, dite pouilleuse, que la providence des choses attendoit nos ennemis : là, tous les élémens conjurés contre eux, tous les fléaux accumulés sur leur tête, devoient seconder la bravoure des généraux Dumouriez et Kellermann. Ce dernier, avec vingt-deux mille hommes, dont huit mille de l'armée de Dumouriez, devoit soutenir l'attaque de près de 80 mille hommes et de deux cents pièces de canon ; il la soutint pendant 14 heures avec un feu d'artillerie qui montra autant la supériorité des canonniers françois sur les canonniers ennemis, que la supériorité des hommes libres sur celle des hommes esclaves. Trois fois les ennemis, en déployant un front formidable que l'on pouvoit évaluer à 60 mille hommes, s'avancèrent sur cinq colonnes pour attaquer les soldats de la liberté ; mais trois fois ils rétrogradèrent : les cris répétés de vive la nation, vivent nos généraux, et le silence de notre artillerie en ce moment, n'annonçoient que trop à Brunswick et à Frédéric-Guillaume, que le jour de gloire pour la France et celui d'opprobre pour la Prusse et l'Autriche étoient également arrivés ; et trois fois ils firent retirer leurs colonnes derrière les hauteurs du lieu appelé *la Lune*. Toutes ces circonstances sont de la plus exacte vérité. Le moulin de Valmy, où notre principale batterie se trouvoit placée, étoit aussi le principal point d'attaque du dom Quichotte prussien, et ce fut-là où le brave Kellermann eut deux chevaux tués sous lui ; c'étoit aussi de-là que les colonnes ennemies étoient continuellement foudroyées. Des rapports très-exacts nous ont assuré que la perte des hommes tués, du côté des ennemis, se

montoit à plus de 1500, et leurs blessés à deux mille. Notre perte a été de 500 tués et près de 700 blessés.

Le lendemain de cette mémorable journée, la consternation étoit peinte sur le visage des généraux prussiens et autrichiens ainsi que sur les basses physionomies des émigrés, dont la prudence s'étoit singulièrement signalée pendant le combat, en se tenant au village de Suippe, à deux lieues de la portée du canon. (Ce fait nous a été attesté par les habitans même de Suippe, où nous avons dîné le 4 octobre dernier.) Ces lâches émigrés avoient persuadé au roi de Prusse, que dès l'instant qu'il attaqueroit nos troupes, elles prendroient la fuite, et viendroient mettre bas les armes devant lui, pour se joindre à son armée et marcher ensemble à Paris. Notre artillerie et l'intrépidité des soldats de la liberté, dans l'affaire du 20, anéantirent toutes ces belles espérances. Ce fut alors que Frédéric-Guillaume ouvrit les yeux sur les impostures et la lâcheté des émigrés françois : il vit clairement qu'il avoit été horriblement joué par eux ; et chaque jour la faim, la dyssenterie, les pluies continuelles augmentant la mortalité des hommes et des chevaux dans son armée, il se préparoit sérieusement à rétrograder malgré les sollicitations des généraux autrichiens. Vos commissaires arrivèrent dans ce moment : c'étoit le 29 septembre dernier ; ils proclamèrent la république dans les camps de Kellermann et de Dumouriez ; les ennemis entendirent avec frémissement ces cris si chers à nos cœurs, vive la république, vive la nation, retentir de toute parts ! ils virent très-distinctement, avec leurs lunettes d'approche, les chapeaux élevés et brandissant au-dessus des baïonnettes patriotes ; ils apprirent par leurs espions que nos grenadiers demandoient avec instance à combattre le lendemain ; et le lendemain 30 sep-

tembre, le lendemain de notre arrivée, ces hordes barbares qui avoient si fort épouvanté certains héros de tribune dans la capitale, et devant qui un ordre ministériel vouloit faire rétrograder, deux jours auparavant, Dumouriez et Kellermann ; ces hordes, dis-je, prirent la fuite sans tambour et sans trompette, laissant par-tout des traces de leurs maladies pestilentielles, et regardant sans cesse derrière elles pour voir si les généraux Beurnonville et Duval ne les suivoient pas à la piste.

Par un rapport très-exact et des renseignemens très-positifs, vos commissaires ont appris que, lors de la fuite des armées coalisées hors du camp de la Lune, c'est-à-dire, le 30 septembre, leur déficit étoit déja de vingt-mille hommes et de dix mille chevaux. L'épidémie qui les tourmentoit à cette époque, n'a cessé d'augmenter pendant vingt-deux jours qu'a duré leur marche jusque sur le territoire de Luxembourg ; et nous avons lieu de croire, par tous les renseignemens que nous avons pris sur la route qu'ils avoient suivie, que leur perte a été plus considérable encore, dans cet intervalle de vingt-deux jours, qu'elle ne l'étoit au moment où ils ont quitté les campagnes du département de la Marne.

On dira peut-être que la même maladie qui affligeoit les armées ennemies, devoit également affliger les nôtres, puisqu'elles étoient toutes également dans la même contrée, et soumises aux mêmes intempéries de l'air, de l'eau et de la saison. Les rapports de nos chirurgiens d'armée, et des directeurs d'hôpitaux, prouvent le contraire. Les ennemis avoient 30, 35, jusqu'à 40 malades par compagnie ; et, chaque jour, sur cent malades, ils en enterroient 20, 25, jusqu'à 30. Nous n'avions, de notre côté, tout au plus que

9 ou 10 malades par compagnie ; et il étoit rare que, sur cent malades, il en mourût un par jour. Voici la raison de cette différence. Elle est d'abord dans la nature de la maladie, qui différoit essentiellement de part et d'autre, et ensuite, dans les causes de cette maladie. La diarrhée, ou courante, qui incommodoit nos soldats, et qui a incommodé toutes nos armées du centre, jusqu'à nos généraux et à vos commissaires mêmes, pendant leur séjour à Sainte-Menehould, n'étoit autre chose qu'un effet du relâchement des fibres de l'estomac, occasionné par l'humidité et les pluies continuelles ; et ce relâchement n'ayant aucun caractère de malignité en lui-même, n'étoit ni dangereux pour l'individu, ni épidémique pour les voisins, et se guérissoit très-facilement. La courante des Prussiens, des Autrichiens et des Hessois étoit au contraire une véritable dyssenterie ou flux de sang continuel, avec une fièvre et odeur fétide, d'où résultoient une mort prompte et la contagion. Les causes de cette malignité provenoient en partie de la chair de cochon que les soldats ennemis, très-mal nourris, mangeoient toute crue, comme du jambon de Mayence, et dont ils s'étoient gorgés en entrant en France, où ils voloient impitoyablement toutes les provisions de lard, frais ou rance, des habitans des campagnes, et en partie des fruits verds dont Messieurs les Poméraniens, Borussiens et autres Allemands, qui n'ont point de vignes et d'arbres fruitiers dans leur pays, se régaloient tout à l'aise. Nos soldats français, au contraire, sobres et bien nourris, mangeant de bon pain et de la bonne viande cuite, ne cherchoient point toutes les gourmandises indigestes dont se repaissoient les hordes dévastatrices de Frédéric-Guillaume et de François ; d'où il est

aisé de comprendre que la courante dont ils ont été incommodés ne devoit pas être de la même nature que celle des ennemis. Cette explication ressuscite à-peu-près deux cent mille soldats françois, qu'une certaine feuille a enterrés dernièrement pour cause de dysenterie.

Je n'entrerai point dans des détails qui vous sont déja connus en partie par notre correspondance, et qui concernent la municipalité de Verdun, celle de Longuion et celle de Longwy, ainsi que le directoire du district de cette dernière ville. Notre collègue Prieur s'est chargé du travail ultérieur sur ces objets. J'observerai seulement à l'auguste Convention, que, dans la conduite de ces trois municipalités, il y a des différences essentielles à remarquer. Toutes les trois, ainsi que les administrateurs du district de Longwy, ont continué leurs fonctions sous une domination étrangère, et ont obéi aux réquisitions des généraux autrichiens, prussiens, et des émigrés; leur excuse est la peur d'une exécution militaire, s'ils n'obéissoient pas: cette excuse n'est pas celle d'un homme vraiment libre, sans doute; mais la peur n'est pas un crime, sur-tout quand elle n'est accompagnée d'aucun acte positif de trahison. Or, les municipaux de Verdun, que la commission extraordinaire du département de la Meuse a mis en état d'arrestation, prouvent par des pièces authentiques, que c'est au conseil défensif, formé dans cette ville lors du siége, qu'il faut attribuer exclusivement la reddition si prompte de la place. Le directoire du district et la municipalité de Longwy paroissent beaucoup plus coupables, quoiqu'ils attribuent au commandant Lavergne seul la trahison manifeste qui a livré cette forteresse aux ennemis. Ils paroissent plus coupables, 1°. parce que

Longwy, étant parfaitement en état de soutenir un siége de cinq ou six semaines au moins (ce qui étoit impossible à Verdun), il falloit que la municipalité et le district, voyant la détermination du commandant Lavergne, le fissent arrêter ou poignarder comme un traître; 2°. parce que plusieurs de ces municipaux et les administrateurs du district ont signé l'infame adresse au ci-devant Monsieur, frère du ci-devant roi; adresse dont nous vous avons envoyé copie, et dont l'original est entre les mains de la commission extraordinaire du département de la Moselle, établie à Longwy.

Il est en outre d'autres circonstances que je ne dois pas oublier, et qui ont contribué peut-être plus que la pusillanimité des municipaux de Verdun et de Longwy, à tous les actes de lâcheté qu'on peut leur reprocher. Ces circonstances sont la désorganisation et le désordre où le traître Lafayette a mis et laissé les troupes de campagne et de garnison sur ces frontières. Ce scélérat, après avoir corrompu l'esprit des citoyens qui avoient le malheur de le voir dans leurs murs, avoit eu le soin d'éloigner nos armées de tous les points par où l'ennemi devoit entrer; il avoit calculé sur le choix des garnisons, celles qui étoient le moins patriotes; il avoit déplacé les magasins; divisé sans ordre et sans précaution les cantonnemens des troupes, pour les empêcher de se réunir promptement; enfin, il avoit opéré avec Luckner ce fameux chassé-croisé des deux armées du Centre et du Nord, qui fit tout d'un coup un vide de toutes parts, et rompit pour long-temps la chaîne de tous les rapports qui devoient exister entre une garnison et une autre garnison, entre un commandant de troupes et un autre commandant. J'ajouterai que Luckner étoit parfaitement d'accord avec l'infame Lafayette dans toutes ces manœuvres.

Tout ce que nous avons appris de ce maréchal à l'armée et ailleurs, pendant notre voyage, prouve que j'avois eu parfaitement raison de le dénoncer à la Convention nationale, la veille de notre départ; et il faudra bien, pour la dignité de la République, et pour satisfaire à la justice, que cet homme, qui jouit encore d'une pension de 36,000 livres, outre un traitement très-considérable, comme maréchal-de-France, soit connu et puni comme il le mérite.

Maintenant je vais vous parler, 1°. des tentatives faites par le roi de Prusse et les généraux de l'armée combinée, pour entamer des négociations avec la République de France; 2°. de l'état où se trouvent en ce moment, d'une part, le roi de Prusse, de l'autre, les généraux Autrichiens; et 3°. du point-de-vue politique sous lequel la Convention nationale doit considérer l'intérêt actuel de la République française, respectivement aux autres puissances.

La célèbre journée du 20 septembre dernier avoit tellement détrompé le roi de Prusse sur les illusions dont on l'avoit bercé à Coblentz, à Longwi et même à Verdun, en lui faisant voir de fausses lettres qui promettoient la désertion générale des soldats de la liberté, au premier choc des armées combinées, que dès-lors il résolut de faire des tentatives de négociations auprès de nos généraux, pour se ménager du moins une retraite honorable. Vous savez à quoi se réduisirent ces premières négociations avec le brave Dumouriez. Le génie politique de ce général se joua, avec mépris, du ton insolent de Brunswik; et il déclara, au nom de la république, qu'avant de prétendre à la moindre négociation avec elle, il falloit se hâter de quitter son territoire. Nous avons vu le détail de toutes les conférences qui ont eu lieu à cette occasion, et nous pouvons dire

hardiment que ceux qui chercherent à jeter des soupçons sur Dumouriez, à cette même occasion, ne sont que de vils détracteurs et de lâches calomniateurs dont la méchanceté égale l'ignorance. Ces mêmes hommes, dont la frayeur se trouvoit calmée, à la nouvelle de la retraite des Prussiens, reprenant alors toute leur audace imbécille, disoient alors que nos généraux étoient bien coupables de ne pas cerner les ennemis, et de ne pas faire prisonniers le roi de Prusse et Brunswik. Voilà comme l'imagination des ignorans prétend juger de loin les opérations de la guerre ! mais pour cerner une armée qui se retiroit dans le plus bel ordre possible, avec plus de 60 mille hommes encore, il falloit que Dumouriez et Kellermann eussent au moins 60 mille hommes aussi ; et à peine les deux armées réunies de la république avoient-elles en ce moment 35 mille hommes effectifs; ce sont des faits positifs. Nos avant-gardes pouvoient bient attaquer de temps en temps, comme elles attaquoient en effet, les arrière-gardes de l'ennemi ; mais pour gagner les marches qu'il avoit sur nous, il auroit fallu que les soldats de la liberté, au milieu des pluies continuelles et des chemins les plus affreux, eussent pu voltiger comme l'imagination des détracteurs ignorans qui déclamoient fort à leur aise dans la capitale.

La reddition de Verdun, après la levée du camp de la Lune, n'avoit rien de surprenant ; on comprenoit facilement qu'une armée couverte de toutes les malédictions de la nature, et accablée de tous les fléaux, ne pouvoit se conserver, au milieu de la France, dans un poste aussi foible que Verdun, où tôt ou tard elle auroit fini par périr toute entière de maladie et de misère, ou être faite prisonnière par nos armées réunies et accumulées autour d'elle. Mais ce qu'on n'a pas conçu

vraisemblablement avec autant de facilité, c'est la reddition de Longwi, forteresse de l'extrême frontière et en très-bon état, où l'ennemi avec 4 ou 5 mille hommes de garnison et à portée de Luxembourg, pouvoit arrêter deux mois au moins l'armée de Kellermann, et renforcer continuellement la place d'hommes et d'approvisionnemens. Les détracteurs et les sots n'ont pas manqué de dire, à cette occasion, que vos commissaires avoient été chargés secrètement de négocier avec le roi de Prusse, et de lui offrir des sommes considérables; on a même fait courir le bruit, à Châlons, que nous avions emporté trente millions à cet effet : car on ne concevoit pas autrement tant de succès, et des succès aussi rapides et aussi positifs. Voilà jusqu'où va la stupidité des méchans : voici maintenant l'explication de ce phènomene; elle est simple, elle est de toute vérité, et bien connue des braves généraux Kellermann et Valence.

Dans notre route avec l'armée, de Verdun à Longwi, le général prussien Kalckreuth a demandé plusieurs conférences à nos généraux.

Le général Valence, dont le génie politique marche de front avec les talens militaires, et qui sent toute la dignité d'un général de la République françoise, a été chargé, par Kellermann, de suivre les conférences demandées. A la première de ces conférences près Longuion, Valence a demandé la reddition de Longwy dans le même état où se trouvoit la place lorsque les Prussiens y entrèrent. A la seconde conférence, la capitulation fut rédigée par Valence même; et à la troisième, qui a eu lieu à Longuion, la capitulation déja ratifiée par le roi de Prusse, fut ratifiée par Kellermann, au nom de la République de France. Vos commissaires n'ont eu d'autre part à cette capitulation et à celle de

Verdun, que la communication que les généraux leur en ont donnée, et l'occasion, après la capitulation, de converser avec le général Kalckreuth deux ou trois fois, et une fois avec le fils du duc de Brunswick, mais toujours chez nos généraux et en public. Celui qui a conversé le plus particulièrement avec Kalckreuth et avec le fils de Brunswick, c'est moi; et quoi qu'en dise un de nos collègues, écrivain-publiciste, dans un de ses numéros pendant mon absence, je n'ai manqué dans ces circonstances ni à la dignité d'un vrai républicain, ni à la sainteté de ma mission, ni à la pureté de mes principes, ni à la politique nationale dont je sais faire usage dans l'occasion. J'ai dit à ces étrangers des choses qu'ils ignoroient et qu'ils n'étoient pas accoutumés d'entendre; j'en ai appris qu'il n'étoit pas inutile de savoir. Le roi de Prusse a fait demander deux fois une entrevue avec moi nommément; j'ai refusé: je ne crains ni la présence, ni la conversation, ni les séductions des rois; mais un Républicain françois, un membre de cette auguste Convention nationale, ne doit conférer ou négocier avec eux que par ordre de la République; et si la république l'ordonne un jour, quelle que soit ma répugnance à cet égard, j'obéirai et reviendrai pur, j'ose le dire, de ce contact diplomatique, sous quelque forme qu'il se présente.

Mais ce qu'il est plus important que vous sachiez, c'est que la reddition si prompte de Longwi a été due aux nouvelles alarmantes de la Pologne. Pendant que Frédéric-Guillaume, dirigé par son favori Bischofswerder que l'Autriche et la Russie soudoient en même temps, entroit en France comme l'enfant perdu et l'aveugle instrument de François et de Catherine; cette dernière s'emparoit non-seulement du gouvernement entier de la Pologne, mais elle ajoutoit la Lithuanie

entière à l'empire russe. Cette nouvelle très-positive arrivée au roi de Prusse, le lendemain de la capitulation de Verdun, lui montra bien clairement qu'il étoit le jouet de tous les partis; et dès-lors son desir de faire la paix avec la République augmenta autant que son horreur pour les émigrés et sa haine pour les Autrichiens : de-là l'empressement qu'il a mis à rendre Longwi et à vouloir traiter avec nous, malgré la rage des généraux autrichiens et les lamentations des lâches émigrés. Qu'on juge donc, d'après ces circonstances, s'il étoit besoin d'offrir de l'argent à Frédéric-Guillaume pour se retirer au plus vîte de notre territoire, et si ce n'étoit pas plutôt à lui à nous en offrir pour empêcher qu'on ne poursuivît sans relâche ses arrière-gardes, ainsi que faisoient les braves Lamarche, Labarrolière et Neuilly, jusque dans le Luxembourg.

La retraite si précipitée de Frédéric-Guillaume, les conférences si fréquemment demandées par ses généraux aux nôtres, avant et depuis l'évacuation; l'attention si discrette du général Kalckreuth et du duc de Brunswick, à ne jamais parler des émigrés ni des Autrichiens, dans les pourparlers et dans les capitulations; toutes ces circonstances ont produit une telle division entre les Autrichiens et les Prussiens, que les soldats des deux nations, depuis leur sortie du territoire françois, ont été plusieurs fois sur le point de se battre en masse, et finiront nécessairement par-là. L'accueil fraternel que nous avons fait aux déserteurs et aux prisonniers prussiens, n'a pas peu contribué à augmenter cette animosité des deux côtés; et nous savons de bonne part que les troupes prussiennes ne se consolent de la honteuse irruption qu'elles ont faite dans notre pays, que par l'espérance d'être réunies à nous, au printemps prochain, contre les Autrichiens.

D'un autre côté, la fermentation qui règne à Berlin, soit par rapport à la dissipation des trésors du feu roi, soit relativement à l'école que vient de faire Frédéric-Guillaume en France, ne présente à ce roi que des événemens plus sinistres encore à son retour dans sa capitale. Ainsi, le seul moyen peut-être de se sauver des suites d'une insurrection générale en Prusse, seroit, pour lui, de rapporter dans son pays un traité avec la République de France, traité par lequel il s'engageroit de seconder de toutes ses forces l'armée de Dumouriez, non-seulement pour opérer l'indépendance des provinces belgiques, mais pour anéantir la maison d'Autriche en Allemagne. Le soin qu'il a eu de se retirer à Luxembourg avec une partie de son armée, seroit un assez bon commencement pour cette opération, en délivrant cette ville du joug de l'Empereur, et en la remettant aux Belges mêmes.

Quant au point-de-vue politique sous lequel la Convention nationale doit considérer l'intérêt actuel de la République Française, respectivement aux autres puissances, il est tout entier dans ce plan : *Que la France soit entourée au plus tôt, dans toute sa circonférence, d'une bordure de peuples libres et indépendans, et qu'elle n'ait aucun contact immédiat avec les rois qui pourroient conserver encore leurs trônes pendant quelques années. Point de paix avec les puissances voisines jusqu'à ce que la Belgique, le pays de Liège, les rives intérieures du Rhin, jusqu'à la Hollande exclusivement, les Alpes extérieures, la Catalogne et la Biscaye n'ayent planté avec des racines l'arbre de la liberté sur leur territoire.* Si le roi de Prusse veut être de la partie et nous aider dans cette sainte entreprise, les peuples prussiens lui en sauront gré, et il évitera le détrônement pour son compte : s'il veut être neutre, qu'il observe religieusement cette neutra-

lité ; car, s'il y manquoit, il en seroit puni : s'il veut continuer la guerre contre nous, tant mieux ; la révolution sera plus prompte et plus générale dans toute l'Europe. Si, d'un autre côté, la nation angloise entend ses vrais intérêts politiques et commerciaux, qu'elle se joigne à nous pour châtier l'insolente Catherine, et couler à fond ses vaisseaux dans la Mer Noire. Il est temps de réprimer l'audace et l'ambition de cette femme parricide, tant de fois souillée du sang des humains. Que ces mêmes Anglois se réunissent à nous et aux États-Unis de l'Amérique, pour aller délivrer les tristes habitans du Pérou et du Mexique du joug dont ils sont accablés depuis si long-temps par les tyrans espagnols. Voilà les miracles que doit enfanter l'amour de la liberté sur toute la terre, lorsque toute la terre, appercevant les rayons de lumière qui jaillissent du sein de cette auguste assemblée, saura que la nation française a déclaré les Droits de l'Homme pour tous les hommes, et la souveraineté nationale pour toutes les nations.

DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.